

CONSULTATION PUBLIQUE N°2019-011 DU 23 MAI 2019 RELATIVE A LA STRUCTURE DES PROCHAINS TARIFS D'UTILISATION DES RÉSEAUX PUBLICS D'ÉLECTRICITÉ « TURPE 6 »

Contribution de la Fédération des Familles de France

Question 1 : Êtes-vous favorable aux principes identifiés par la CRE pour élaborer la structure du TURPE 6 ?

La Fédération des Familles de France (FdeF) est favorable à une évolution tarifaire, qui prenne en compte dans la tranche BT les éléments suivants :

- L'amélioration des installations de chauffage électrique, avec leur pilotage, et l'ajout de moyens complémentaires de chauffage (bois par exemple), pour limiter les pointes,
- L'irruption des véhicules électriques, qui pourront être utilisés comme régulateurs du réseau grâce au stockage des batteries de grande capacité,
- l'ajout de moyens de production individuelle d'électricité ou d'énergie (électricité PV, cogénération, ..), pouvant conduire à des périodes de surproduction,
- de l'incitation à l'amélioration des habitations et de leurs installations que des nouveaux tarifs pourraient inciter,
- et de bien prendre en compte les difficultés que ces nouveaux tarifs engendreront auprès des populations les plus fragiles.

Question 2 Partagez-vous les enjeux liés à la tarification au coût marginal, à la tarification de l'injection et à la généralisation des tarifs horo-saisonnalisés, identifiés par la CRE pour l'élaboration de la structure du TURPE ?

Les propositions de la CRE ne constituent qu'une faible avancée, car, au final, il est surtout question de jours de pointe, alors que les nouveaux enjeux des smartgrids doivent considérer des intervalles de temps pour atténuer les pointes comptés en tranches de 10 ou de 15 minutes. En plein hiver, à 19H, il suffirait de lisser des pointes de 15 à 30 minutes seulement, qui pourraient être tout à la fois multiples et décalées pour réduire les demandes en électricité carbonée.

Question 3 Etes-vous favorable au maintien du découpage du TURPE en différentes composantes (comptage, gestion, soutirage, injection, etc.) ?

Pas d'objections

Question 4 Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant l'augmentation du niveau de la composante de gestion des utilisateurs raccordés au réseau de transport, et le maintien du niveau général de la composante de gestion des utilisateurs raccordés au réseau de distribution hors cas particulier de la composante de gestion payée par les autoproducteurs ?

Pas d'objections

Question 5 Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle, en distribution, les évolutions des technologies de comptage nécessitent une baisse du niveau de la composante de comptage ?

Pas d'objections

Question 6 Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de ne pas modifier la forme générale des grilles ?

Pour FdeF, dans les tarifs < 36 kVA, il est tout à fait anormal que la location des compteurs soit plus onéreuse pour les compteurs HP/HC que pour les compteurs basiques. C'est une incitation au consommateur à ne pas souscrire ces compteurs HP/HC et donc à consommer plus aux heures de pointe. Il convient donc d'inverser l'équation, et d'avantager par les tarifs les comptages qui permettront d'adapter la demande à l'offre.

Question 7 Êtes-vous favorable au principe d'une généralisation des options tarifaires à 4 plages temporelles ?

La Fédération des Familles de France considère que cette option tarifaire à 4 plages constitue une reprise des tarifs Tempo des années 1990. Ceux-ci avaient pour effet de limiter les pointes génératrices de GES, et de favoriser le lissage production / consommation. Leur suppression, pour favoriser l'éclosion d'une concurrence de producteurs, s'est révélée désastreuse pour le consommateur et la planète.

Le défaut de ces tranches horaires est leur trop grande durée, et leur manque de flexibilité. Nous proposons donc, comme cela se fait sur les « Smart Grids » d'autres pays, de proposer des tranches de « super-pointe » de seulement 20 minutes, sur-taxées, utilisables avec un préavis de 6 heures seulement. Chaque jour de pointe il serait possible au Distributeur d'actionner jusqu'à 3 tranches de ce type, sous réserve qu'elles soient entrecoupées d'au moins une tranche de base.

Réciproquement, ce système pourrait être étendu avec des tranches de « super-creux », où l'électricité pourrait être gratuite, pendant certains créneaux de surproduction des ENR.

Question 8 Quel devrait selon vous en être le calendrier de la généralisation des options à 4 plages temporelles ?

Ces 20 années perdues avec la suppression des tarifs Tempo doivent être rattrapées le plus rapidement possible. Le déploiement du compteur Linky est suffisamment avancé pour proposer ce déploiement dès la fin du TURPE 5, sans attendre, puis de proposer un système plus complet, avec des tranches de 20 minutes déclinées sur 8 niveaux, allant des tranches de super pointe jusqu'à des tranches de super creux (en milieu d'après-midi en été par exemple).

Question 9 Que pensez-vous des modalités de transition envisagées par la CRE ?

Cela fait beaucoup d'années de perdues, où l'on n'incitera pas les consommateurs à réduire leurs consommations, en particulier pendant les pics de consommation hivernaux.

Question 10 Selon vous, comment devrait être traité le cas des utilisateurs ne disposant pas d'un compteur évolué à l'horizon TURPE 7 ?

Il faudra leur proposer un compteur évolué en lien avec une tarification motivante.

Question 11 Êtes-vous favorable à la suppression ou au maintien de l'option HTA à pointe mobile ?

Nous souhaitons sa simplification, son maintien, et son extension.

Question 12 Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle l'introduction en basse tension ≤ 36 kVA d'une option « pointe mobile » et d'une option « semaine/week-end » n'est pas justifiée ?

La FdeF n'est pas d'accord avec cette position exprimée par la CRE et elle soutient l'option « pointe mobile » l'option « semaine/week-end ». Il est possible d'éduquer le consommateur, pour qu'il devienne un « consomacteur » et sache adapter ses besoins dans le sens d'une décarbonation de l'énergie électrique.

Question 13 Êtes-vous favorable à l'introduction de dénivelés de puissance en basse tension ≤ 36 kVA, et selon quelles modalités ? Si vous êtes fournisseur, envisageriez-vous d'utiliser ces dénivelés dans la construction de vos offres tarifaires ?

La FFdeF est favorable à des expérimentations sur ce sujet, pour tester les différents avantages et inconvénients de ces méthodes.

Question 14 Êtes-vous favorable à donner à RTE la possibilité de modifier localement le positionnement des heures creuses en HTB ?

Les membres de la FdeF étant trop peu impliqués dans cette question, s'abstiennent d'y répondre.

Question 15 Êtes-vous favorable à donner à RTE la possibilité de modifier localement le positionnement de 61 jours de saison haute en HTB ?

Les membres de la FdeF étant trop peu impliqués dans cette question, s'abstiennent d'y répondre.

Question 16 Êtes-vous favorable à une expérimentation portant sur le regroupement de points de livraison en basse tension pour faciliter le déploiement du véhicule électrique dans l'habitat collectif ?

Nous sommes d'accords et encourageons les expériences. Est-ce que certaines microgrids n'apporteraient-elles pas déjà des enseignements sur ce sujet ?

Question 17 Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de supprimer la composante d'absorption de puissance réactive pour les installations de production non régulées en tension et raccordées dans le domaine de tension BT > 36 kVA ?

Plutôt défavorable. La règle du « pollueur » payeur peut aussi s'appliquer à l'électricité.

Question 18 Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant la nécessité de s'interroger à nouveau sur l'opportunité d'une tarification de l'injection ?

Le débat peut être rouvert.

Question 19 Êtes-vous favorable à l'introduction d'un tarif d'injection, centré en zéro, reflétant les effets positifs et négatifs induits par les injections sur les coûts d'infrastructure de réseaux ?

Plutôt favorables.

Question 20 Que pensez-vous, sous réserve de résultats probants dans le cadre des études en cours, de l'introduction de tarifs d'injection différenciés géographiquement et temporellement pour les producteurs raccordés aux domaines de tension HTB reflétant la contribution des injections aux coûts des pertes ?

Plutôt favorables.

En conclusion, le gouvernement français a annoncé un objectif zéro carbone en 2050. Avec la tendance actuelle, c'est irréalisable. Il convient donc au final de relire la future proposition en ayant en tête cet objectif, et comment ce texte pourra y contribuer.

Tours, le 6 juillet 2019